

Les socialistes en supplétifs : Hans-Jürg Fehr se trompe d'adversaire

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1740

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024392>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les socialistes en supplétifs

Hans-Jürg Fehr se trompe d'adversaire

André Gavillet (17 juillet 2007)

On croyait que le tir avait été rectifié. Erreur. Hans-Jürg Fehr, président du parti socialiste suisse, remet ça dans la *SonntagsZeitung*. Il donne comme objectif à son parti, à la veille des élections, un changement de majorité au Conseil fédéral et la reconquête par le PDC d'un deuxième siège

au détriment des radicaux. Belle motivation pour les militants! Si tel est le but, pourquoi faire un détour? autant voter PDC.

S'il faut, en étant soi-même, se situer par rapport aux partis gouvernementaux, l'adversaire ne peut être que l'UDC en

raison de sa manière haineuse de faire de la politique, de son programme anti-social et antieuropéen.

Il est humiliant que cette évidence politique soit rappelée par la présidente des Verts dont l'appui serait nécessaire: ne pas se tromper d'ennemi!

Le populisme pénal à l'oeuvre

L'initiative de l'UDC pour le renvoi des étrangers criminels s'inscrit dans un courant général inquiétant

Alex Dépraz (16 juillet 2007)

Mettre au ban, condamner à l'exil. Voilà la solution que prône l'UDC pour résoudre le problème de la délinquance des étrangers. Cette proposition servira d'appât pour les élections fédérales d'octobre. Au-delà de ses relents xénophobes, cette initiative populaire constitue le comble du «*populisme pénal*».

Cette expression est utilisée par un magistrat français, Denis Salas, auteur d'un essai éponyme qui dénonce la montée en puissance de la dissuasion par rapport à la philosophie de la réhabilitation. Dans *Le Monde*, Salas estime que «*la loi pénale devient un instrument de régulation des peurs collectives et non une codification réfléchie des sanctions*». Autrement dit, le droit pénal est utilisé pour

répondre à ce que des politiciens en mal de popularité appellent pudiquement les préoccupations des électeurs. En clair: faire peur au bon peuple et le rassurer. Mais, les propositions formulées sont inefficaces, voire carrément contre-productives pour combattre la délinquance. Décryptage avec l'initiative de l'UDC pour le renvoi des étrangers criminels.

Première caractéristique: l'effet automatique – une infraction conduit à une expulsion – conduit à l'arbitraire. La modification de la Constitution proposée par les initiants énumère les infractions qui pourraient justifier l'exil involontaire. Cet inventaire à la Blocher mélange des crimes graves comme le meurtre et le viol avec des délits de moindre importance, comme

«*l'effraction*». Qui plus est, le législateur aurait le loisir de compléter cette liste selon son bon vouloir. Une autre catégorie de délinquants mériterait l'expulsion: ceux qui abusent des prestations des assurances sociales ou de l'aide sociale. Observez la nuance: seul l'étranger qui abuse des ressources de l'Etat est visé, pas celui qui le prive de ressources. La fraude fiscale ne figure pas dans la liste. Ce texte mal rédigé est de surcroît en contradiction avec des normes du droit international, ce qui pourrait conduire le Parlement à invalider l'initiative si elle devait aboutir. En effet, certaines conventions internationales nous interdisent de refouler des étrangers vers des pays où ils risqueraient leur vie. Or, l'initiative ne prévoit pas d'exception.